



L'immodestie et l'appauvrissement Quelques commentaires sur le prétendu « docu-fiction » de la RTBF

par Jean Blairon, Directeur de l'asbl RTA et Emile Servais, Sociologue

Les faits sur lesquels nous souhaitons revenir sont connus, ils ont même « bénéficié » d'une dimension internationale. Le soir du 13 décembre 2006, la chaîne télévisée francophone de service public, la RTBF, interrompt brutalement une émission de grande audience, le « magazine d'information » *Questions à la une* de JC Defossé¹, pour diffuser une « émission spéciale » de son Journal Télévisé où le présentateur habituel de la chaîne, François de Brigode, annonce que la Flandre a déclaré unilatéralement son indépendance, produisant de facto l'explosion de la Belgique. Il faudra attendre une demi-heure pour qu'un bandeau apparaisse, signalant au spectateur médusé : « Ceci est une fiction ».

Cette « initiative » produira des réactions très nombreuses, en sens divers, allant de la colère aux félicitations, en passant par des demandes de sanction envers la hiérarchie de la RTBF, qui présentera du bout des lèvres des excuses « à ceux qui y ont cru » et s'expliquera, fort laconiquement d'ailleurs (pensant au fond qu'elle n'a pas à se justifier par rapport à quiconque ?), par rapport au respect la déontologie journalistique auquel elle prétend ne pas avoir dérogé.

Il paraît important de revenir sur les faits non seulement avec un souci de recul réflexif et critique, mais surtout en dehors de la période d'agitation médiatique intense qui a suivi. Au milieu d'une telle « tempête »², nous nous

trouvons d'office dans une logique de « contamination », où sont mélangés les énoncés ressortissant aux registres les plus divers, avec pour effet prioritaire de les précipiter tous dans l'insignifiance : ils n'ont pour fonction que celle d'une commutation réciproque³.

Lorsque nous parlons de « contamination », nous évoquons évidemment un des procédés de destruction de l'autonomie culturelle dont Goffman avait dénoncé l'usage dans les institutions totales. Nous avons montré ailleurs⁴ que ce procédé est systématiquement mis en oeuvre dans la logique sémiotique de la télévision. Ce fait se constate avec la plus grande évidence dans la composition hétéroclite de certains « plateaux », mélangeant vedettes du show-business, responsables, personnages « sulfureux », etc. Il est moins visible mais tout aussi présent dans l'agrégation d'énoncés de registres et de factures hétéroclites.

Les conséquences d'une telle contamination sont nombreuses, mais rappelons-en une : elle produit une rupture très préoccupante entre les deux composantes que Pierre Bourdieu attribue au « capital symbolique » : la notoriété et la respectabilité. La première est devenue semble-t-il une condition nécessaire de la seconde, mais la seconde n'est plus nécessaire pour obtenir la première.

La montée dans les sondages (plus neuf points) du ministre Daerden après ses « présentations » peu respectables sur les plateaux de



télévision le soir des élections communales nous l'illustre une fois de plus.

On peut dès lors se poser une première question (et elle vaut pour la RTBF elle-même, nous allons le voir) : Y a-t-il une existence publique possible en dehors du registre de la contamination ?

TROIS ARGUMENTS SPÉCIEUX

A un deuxième niveau, nous pouvons remarquer que trois types d'arguments ont été avancés pour défendre la légitimité de l'émission. Ils sont on ne peut plus révélateurs des fonctionnements dans lesquels l'institution culturelle qu'est la RTBF est prise aujourd'hui.

A) La RTBF aurait fait preuve d'audace non seulement dans l'idée, mais aussi dans la forme de l'émission

Les responsables de la RTBF se sont en effet parés d'une audace de genre, le recours au « docu-fiction ».

L'argument nous paraît inexact.

Si nous appelons « docu-fiction » – un bel exemple d'oxymoron – le recours à une mise en scène fictionnelle à des fins « documentaires », nous pensons par exemple à des enquêtes, faites ou à faire, illustrées, dans une prétention vraisemblable, par des récits fictionnels : *Au nom de la loi* procédait parfois ainsi, mais surtout *Appel à témoins*, qui espérait susciter des témoignages (d'aucuns diraient des actes de délation) sur des affaires policières ou judiciaires en cours. Dans le même genre, nous trouvons les manipulations qui visent à influencer l'opinion (on pense à certains « reportages » destinés à préparer l'opinion aux deux guerres du Golfe).

Le problème de l'émission controversée n'est pas là : il est bien dans l'inscription de docu-fictions dans le cadre rigoureusement imité du « journal télévisé »⁵ : il s'est agi d'imiter ce qui se présente comme le véhicule même de la réalité (là où le médium est supposé s'effacer) et de tout faire pour y faire croire le spectateur. La coexistence, dans la même émission, d'un genre où l'intervention du médium est supposée être aussi mince que possible et d'un autre où elle est au contraire massive – chacun des deux s'efforçant d'effacer son appareillage, constitue le véritable problème.

Nous sommes en face d'un autre procédé de l'institution totale : plonger les sujets dans un « environnement chaotique », les privant de toute croyance en leur capacité de contrôle sur leur réalité.

Quant à l'audace, elle nous paraît surtout adressée, pour parler comme Pierre Bourdieu, aux autres producteurs du champ. Il s'est surtout agi de se démarquer de ses concurrents.

Mais nous passons là un autre seuil.

Dans son ouvrage *Sur la télévision*, Pierre Bourdieu montre en effet que les médias ne parlent que de ce dont les médias parlent (c'est le confinement et la fermeture du champ sur lui-même). Il ne faut pas avoir visité beaucoup de rédactions pour s'apercevoir en effet que l'information est sélectionnée le nez sur les productions des autres producteurs. Guidés par la crainte d'être « en retard » sur d'autres, les médias parlent de ce dont ils pensent que les autres médias vont ou pourraient parler⁶. Nous pensons que nous avons franchi un pas avec « l'audace » du service public : il s'agit d'être ce dont les autres médias seront contraints de parler, quitte à recourir, sur le terrain même de



l'information, à la technique du faux talk show, comme dans cette émission où des comédiens jouent le rôle de personnes en conflit qui « se disent tout » sur antenne, étalant au grand (faux) jour leurs souffrances et leurs rancœurs.

L'audace prétendue s'est donc limitée à aller un peu plus loin encore dans le procédé décrit par Goffman comme la plongée dans un « environnement chaotique ». Au prix toutefois d'une terrible régression en matière de signification et d'autonomie culturelle du spectateur : la conclusion de beaucoup, une fois la surprise passée, n'a-t-elle pas été de se détourner encore un peu plus de l'attention à la chose publique, en ne gardant comme trace tangible de « l'événement » que plus de recours aux stéréotypes ?

La logique sous-jacente de l'émission de la RTBF n'était-elle pas de fait communautariste : présenter ainsi « la » Flandre, « les » Flamands, nous semble ressortir à une stéréotypie communautariste que nous sommes prompts à critiquer dans d'autres groupes, que nous baptisons volontiers d'intégristes...

B) La RTBF aurait « réveillé » le citoyen en lui faisant prendre conscience d'un danger réel

Le discours justificatif de certains responsables ou de certains journalistes d'autres médias a de fait employé ce terme de « réveil », présentant au fond la rédaction de la chaîne selon le schème « le dernier (à veiller) / le premier (à oser parler) », par où les journalistes aiment à présenter leur « contribution » à la « démocratie ».

Ce discours auto-justificatif cache mal la prétention du champ journalistique (et, à l'intérieur de celui-ci, de la télévision) à se faire le

juge ou l'arbitre de ce qui se passe dans tous les autres champs, comme l'a fait remarquer avec sévérité Pierre Bourdieu.

Il y a certes quelque immodestie à demander à tous les acteurs de tous les champs de s'adapter aux exigences d'un champ qui a fini par oublier qu'il n'est au mieux de son rôle que quand il se met au service de ce qui se passe dans les autres champs qui ne sont pas virtuels.

Nous vivons de fait un renversement, Paul Virilio l'a démontré depuis longtemps, où c'est l'arbitrage du virtuel (« ce dont la télévision rend compte », c'est-à-dire ce à quoi elle donne le sacrement dont se nourrit sa communauté de « croyants » obligés) qui donne la valeur à ce qui se passe « actuellement ». Rien n'est ainsi aussi réel que ce qui est virtuellement consacré par les grands prêtres médiatiques.

Consécration qui se paie une fois de plus au prix fort : rabaissement de la pensée au « communicable simplement », victoire de l'émotion la plus immédiate sur la raison, triomphe de ce que Bourdieu a appelé les « fast-food thinkers », capables de parler de n'importe quoi sans rien en dire qui nécessite quelque effort de pensée, etc.

Nous retrouvons là un troisième procédé de ce que nous avons appelé l'institution totale virtuelle : la « dégradation de l'image de soi », que le personnel des institutions totales s'efforçait de faire ressentir à leurs victimes pour qu'ils abandonnent toute velléité de résistance ; dans notre vie et notre expérience, rien d'actuel ne mérite désormais l'accès à l'existence et à la valeur qui n'ait d'abord été malaxé puis transsubstantié par le sacrement médiatique.

Les pratiques journalistiques les plus courantes en témoignent, comme le droit illimité que s'accordent certains journalistes d'interrompre leurs (et surtout certains de leurs)



interlocuteurs sans même écouter la réponse qu'ils s'efforcent de donner à leur question, ou comme la tendance de quelques autres à « traduire » agressivement, dans un langage d'une parfaite platitude, les propos un peu pensés de certains...sans parler des « témoignages » exhibitionnistes qui tiennent souvent lieu d'enquêtes, qui sont désormais confondues avec la seule récolte d'un matériau palpitant...

C) La RTBF aurait été en plein exercice de ses missions d'éducation permanente

Ce sont évidemment les propos les plus légers et les plus choquants. Si les responsables de la RTBF avaient plus d'occasions ou manifestaient plus le souci de réaliser un travail moins confiné, ils sauraient qu'on ne peut parler d'éducation permanente qu'à condition de souhaiter introduire dans l'espace public plus de rationalité et plus d'égalité, notamment devant la lutte par excellence, la lutte pour « le pouvoir légitime de dire le sens légitime », pour reprendre cette expression de Pierre Bourdieu :

« La lutte politique est une lutte cognitive (pratique et théorique) pour le pouvoir d'imposer la vision légitime du monde social, ou, plus précisément, pour la reconnaissance, accumulée sous la forme d'un capital symbolique de notoriété et de respectabilité, qui donne autorité pour imposer la connaissance légitime du SENS du monde social, de la signification actuelle et de la direction dans laquelle il va et doit aller. »⁷

Jouer sur l'émotion plus que sur la démonstration, plonger les spectateurs dans un « environnement chaotique », pratiquer systématiquement la « contamination », contribuer à la « dégradation de l'image de soi » de tous ceux qui s'efforcent de penser leur expérience, toute cette mise en oeuvre, involontaire

sans nul doute, de l'institution totale à l'échelon virtuel ne peut évidemment en aucun cas autoriser à revendiquer une participation à une mission d'éducation permanente. Le faire pourrait relever d'un mélange de méconnaissance, de cynisme et de mépris.

LA SIGNIFICATION DE L'EXPÉRIENCE « BYE BYE BELGIUM »

Si l'émission dont il est question ici est en quelque manière exemplaire, c'est donc bien, d'une part, parce qu'elle constitue une involontaire illustration des analyses que Pierre Bourdieu a consacrées au champ médiatique, et que d'aucuns avaient pu trouver excessives avant cette éclatante confirmation et parce que, d'autre part, elle incarne un versant peu aperçu de la domination culturelle et sociale aujourd'hui : le fonctionnement de l'institution totale virtuelle.

Certes ces fonctionnements sont autant contraignants que contraints : les faibles scores à l'audimat des émissions de la RTBF⁸ (ce qui ne constitue pas nécessairement pour nous un critère pertinent) ne sont probablement pas étrangers à la décision de la hiérarchie de la RTBF de « réveiller » le citoyen.

Il reste que la prétention à l'arbitrage dans tous les champs relève de la prétention tout court.

Et que la « surprise » de la hiérarchie de la RTBF devant l'ampleur des réactions suscitées par son émission ne peut s'expliquer que de deux manières : soit elle est hypocrite (parce que c'était bien l'effet recherché pour des raisons que l'on vient de rappeler), soit elle manifeste que le confinement des responsables est tel que l'écart entre les jeux du sérail et le vécu de la population est devenu aussi abyssal qu'inaperçu...



Certes Pierre Bourdieu aimait à rappeler que les agents d'un champ (et le champ médiatique ne fait pas exception) sont en partie déterminés par les relations de structure qui le façonnent.

Il reste que la solitude orgueilleuse de la chaîne de service public par rapport au secteur qui la finance pose question. Nous avons eu en effet l'occasion d'animer le débat que les « Etats généraux de la Culture », initiés par la Ministre Fadila Laanan, ont consacré aux « opérateurs-phares » (entendons ceux dont le niveau de financement public est tel qu'il doit correspondre à des engagements plus que soutenus). La RTBF y brilla...par son absence totale, ce qui est tout de même hautement significatif.

Et lorsqu'on écoute M. Philippot parler de la télévision de service public, force est de constater qu'il n'a qu'un mot en bouche, celui d'« entreprise ».

Est-ce à dire qu'il faut voir comme stratégie désormais majoritaire de cette organisation une volonté d'alignement sur les chaînes commerciales ?

Bernard Noël, dans un texte où il étudie la domination culturelle contemporaine, évoque à propos de fortes paroles de M. Le Lay, [P.D.G.](#) De TF1 :

« Le public est un troupeau et on en décompte les têtes pour savoir quelle en est la quantité afin de la vendre aux maquignons de la publicité. Monsieur Patrick Le Lay, PDG de TF1, s'est exprimé là-dessus avec un cynisme qui a le mérite de mettre enfin les choses au clair : « ...le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible.

Nos émissions ont pour vocation de rendre le cerveau disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible... »

Monsieur Le Lay ne dit pas ce qu'est un « cerveau humain disponible »⁹ tant cet état doit lui paraître évidemment acquis et tout aussi évidente la capacité de la télévision à le produire. Cette assurance est une manière implicite de nous rappeler que la télévision est bien le moyen le plus rapide et le plus efficace de vider le cerveau pour qu'il reçoive un « message » comme s'il le pensait. Incidemment, Monsieur Le Lay indique un peu plus loin une raison de cette efficacité : « La télévision, c'est une activité sans mémoire. » Autrement dit, la « disponibilité » ne tire aucune leçon de ce qu'elle enregistre un instant, et elle demeure par conséquent inusable.

L'ironie – mais à l'égard de qui ? – voudrait qu'on rappelât ici qu'au moment de la privatisation de TF1, en 1987, Monsieur Bouygues argua du « mieux disant culturel » afin de l'emporter sur ses concurrents et de s'approprier la chaîne. Ce « culturel » s'est transformé en art de rendre le cerveau humain disponible, art que jusqu'ici aucun régime totalitaire n'avait su pratiquer avec un tel succès. Cette réussite masque son efficacité derrière un commerce qui semble ne concerner que les produits de consommation, car il ne serait probablement pas productif pour Monsieur Le Lay d'expliquer que sa chaîne a pour « vocation » de rendre notre cerveau disponible a – par exemple – les idées de Monsieur Sarkozy. Il ne faut surtout pas prévenir le troupeau humain de l'acheteur auquel on va le céder si l'on veut pouvoir le livrer en bloc et sans problème.



On aura compris que la disponibilité à laquelle œuvre Monsieur Le Lay avec un pragmatisme admiré par tous les « entrepreneurs » n'est qu'un avatar de la vieille servilité. La société de consommation a besoin de cette servilité pour nous faire croire que nos choix ne sont dus qu'à une information libre, objective et désintéressée. »¹⁰

L'institution totale virtuelle n'est, elle, malheureusement pas une fiction. On peut regretter amèrement que la télévision de service pu-

blic, peu soucieuse d'alliances dans le secteur de la culture, n'ait finalement que les attitudes auxquelles la prédispose sa position dans le champ médiatique : une immodestie qui va de pair avec un appauvrissement de la pensée, dans une optique d'alignement complexé. Nous ne pouvons trouver à sa dernière « réussite » confinée ni audace réelle, ni œuvre salutaire de réveil, ni trace d'une mission d'éducation qui serait enfin prise au sérieux..

NOTES

¹ Il convient d'emblée de remarquer la proximité des deux émissions : l'information de *Questions à la Une* recourt fréquemment à la mise en scène grandiloquente, au sensationnalisme, et se situe davantage sur le registre de l'émotion et du poujadisme que sur celui d'une information rigoureuse.

² Shakespearienne pour les uns, dans un verre d'eau pour les autres.

³ C'est déjà par ce fonctionnement que Jean Baudrillard définissait l'essence d'une société de consommation en 1969 : consommer, c'est (se contenter de) manipuler des signes dont la seule fonction est de se situer les uns par rapport aux autres.

⁴ J. Blairon, J. Fastrès, E. Servais et E. Vanhée, *L'institution totale virtuelle*, Bruxelles, Luc Pire, coll. Détournement de fond, 2002 ; J. Blairon et E. Servais, « *Racaille* » et *banlieues virtuelles*, Charleroi, Couleur livres, coll. Détournement de fond, 2006.

⁵ Une série de « pastilles », éventuellement sous forme de « docu-fictions », et pourquoi pas racontées chaque fois avec les points de vue alternés des deux communautés n'eût-elle pas été plus audacieuse et à tout le moins aussi, voire plus, efficace ?

⁶ Hugues Le Paige raconte ainsi comment de nombreuses équipes de télévision se sont retrouvées dans l'école fréquentée par Julie et Mélissa, perturbant la rentrée scolaire d'enfants déjà perturbés. La contrainte du « au cas où » est un facteur puissant qui accroît la tendance au confinement d'un champ qui se donne ainsi une fausse autonomie, pour pallier son manque d'autonomie réelle. Parfois jusqu'à la caricature : pensons aux équipes qui ont « couvert » les fouilles de Jumet pendant l'affaire Dutroux, et qui ont égréné pendant des jours et des jours des bulletins d'information rigoureusement vides : on n'a jamais rien trouvé – personne n'osant partir le premier..

⁷ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 221.

⁸ Selon les statistiques publiées par exemple dans le Télépro du 13-19 janvier 2007.

⁹ Une telle « disponibilité », faut-il le rappeler, est la conséquence générique que Goffman décelait dans l'action des institutions totales, détruisant l'autonomie culturelle de leurs usagers pour les rendre « adaptables à souhait ».

¹⁰ B. Noël, « La privation de sens », texte transmis par l'auteur.